

Le Burundi a besoin d'une politique de conservation de l'énergie

@rib News, 30/12/2014 – Source Xinhua – Un expert burundais a insisté sur l'importance pour son pays de se doter rapidement d'une politique de conservation de l'énergie, tout en évitant de nuire à la performance de l'activité industrielle. Ce choix est d'autant plus nécessaire que le pays est face à un système déficient de production d'énergie électrique sans marge de manoeuvre pour répondre à l'augmentation de la demande d'électricité, a expliqué lundi Honoré Ahishakiye, expert sur les questions énergétiques à l'Institut pour le développement économique et social (IDEC), ONG burundaise opérant en partenariat avec la Banque Mondiale, lors d'un atelier de dissémination des travaux de recherche de l'institut.

Pour M. Ahishakiye, une politique de conservation de l'énergie au Burundi devrait surtout viser l'économie d'énergie, en limitant les pertes dues aux fraudes au niveau des non abonnés auprès de la Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité du Burundi (REGIDESO) et les pertes dues aux modes du transport du courant électrique. Dans ce cadre, a conseillé M. Ahishakiye, l'une des priorités du gouvernement burundais dans les années à venir devrait être d'adapter l'offre et la demande, notamment avec l'accroissement de la capacité nationale de production d'électricité par la construction de nouvelles centrales hydroélectriques. Au Burundi, la consommation énergétique est encore en dessous de la norme de 500 kWh (kilowatt/heure) par an définie par le Conseil mondial de l'énergie (CME), a-t-il indiqué. Selon M. Ahishakiye, le secteur de l'électricité au Burundi est l'un des plus petits d'Afrique, avec 65.000 clients seulement et une consommation moyenne de 24 kWh environ par habitant. Par ailleurs, le taux d'accès à l'électricité au Burundi, de l'ordre de 5%, est également un des plus faibles de la région des Grands Lacs, a précisé l'expert Ahishakiye.